

croissance des services. La valeur ajoutée de cette branche a crû, en volume, de 4.4 % en 2014.

Cette hausse est compatible à l'évolution de l'indice de l'activité commerciale qui a connu, en rythme annuel, une croissance de 13.1% contre 14.4% en 2013 ainsi qu'à l'augmentation du nombre de visiteurs ayant débarqué dans le pays, soit 1,129,220 contre 1,013,621, ce qui traduit une hausse de 11.4%<sup>3</sup> contre 2.8% en 2013.

Parallèlement, la branche **Transports et Communications** continue d'afficher une bonne performance avec 3.7% de hausse en 2014 pour une valeur ajoutée estimée à 1158 millions de gourdes constantes.

Ce dynamisme a été rendu possible grâce aux engagements et investissements consentis par les agents économiques pour améliorer les infrastructures du secteur notamment dans celui du sous-secteur de la téléphonie qui a enregistré une croissance remarquable depuis quelques années.

**Hausse de la Demande Globale.**

La Consommation Finale des Ménages qui, en 2013, avait contribué au renforcement de la croissance à hauteur de 24,320 millions de gourdes en valeurs constantes, continue encore cette année sa progression en enregistrant 24,889 millions de gourdes, soit un accroissement, en volume, de 2.3%.

La hausse de la consommation finale en 2014 peut-être attribuée, entre autres, à l'augmentation de 11% des envois de fonds des travailleurs de la diaspora et de 13% de la masse salariale dans l'administration publique.

En ce qui concerne l'investissement, l'analyse des résultats démontre un accroissement de 2% de cette composante en atteignant 5865 millions de gourdes en terme constant contre 5747 millions en 2013.

<sup>3</sup> : Informations provenant du Ministère du Tourisme et des Industries Créatives.

OFFRE ET DEMANDE GLOBALES					
En millions de gourdes courantes					
	2009-10	2010-11*	2011-12**	2012-13***	2013-14***
<b>PIB</b>	266952	302854	328061	364526	388809
<b>Importations</b>	172849	178605	174400	192900	206520
<b>Offre Globale</b>	439801	481459	502461	557426	595329
<b>Consommation</b>	331020	344247	350070	381296	401596
<b>Investissement</b>	67825	84364	96925	109586	121212
<b>Exportations</b>	40956	52848	55466	66544	72521
<b>Demande Globale</b>	439801	481459	502461	557426	595329

En millions de gourdes constantes de 1986-1987					
	2009-10	2010-11*	2011-12**	2012-13***	2013-14***
<b>PIB</b>	13270	14003	14407	15019	15432
<b>Importations</b>	22117	22140	20883	21553	22122
<b>Offre Globale</b>	35387	36143	35290	36572	37554
<b>Consommation</b>	25687	24971	23677	24320	24889
<b>Investissement</b>	4657	5103	5417	5747	5865
<b>Exportations</b>	5043	6069	6196	6505	6800
<b>Demande Globale</b>	35387	36143	35290	36572	37554

Source : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)  
Notes : \* Semi-définitifs - \*\* Provisoires - \*\*\* Estimations

Ce résultat positif est consécutif à l'octroi de plus de 20% de crédit accordé par le système bancaire afin de stimuler les activités du secteur privé, compensant dans une certaine mesure la réduction des dépenses d'investissement du secteur public.

De leur côté, les exportations haïtiennes ont également dopé la croissance. En effet, évaluées à 6505 millions de gourdes en termes constants en 2013, elles ont atteint 6800 millions à la fin de Septembre 2014, soit une progression de 4.5% sur la période.

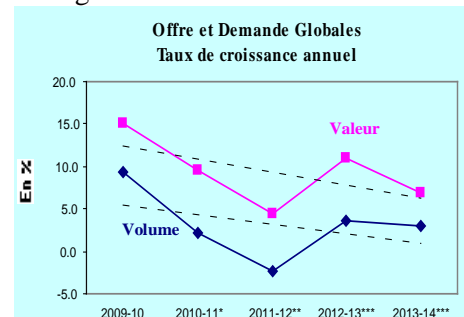
**Perspectives**

Les perspectives économiques pour l'année fiscale 2015 s'annoncent plutôt incertaines compte tenu de la situation socio politique qui pourrait prévaloir au cours de cette année et qui est de nature à susciter un certain scepticisme chez les agents économiques.

Les risques de voir s'amenuiser les fonds en provenance du Pétro Caribe à cause de la situation particulière du marché des produits pétroliers sur le plan mondial, peuvent aussi avoir des impacts négatifs sur la performance de l'économie en 2015. D'ailleurs, c'est en fonction de toutes ces données et autres que les autorités ont du réviser à la baisse les prévisions de croissance du début de

l'exercice qui étaient fixées à 4.6%. En effet, l'objectif de croissance du PIB a été ramené à 2.5% dans le budget rectificatif.

Evidemment, l'atteinte de cet objectif dépendra, entre autres, des choix intelligents qui auront été faits par les agents économiques tant du secteur public que privé, notamment en matière de dépenses d'investissement. De plus, les acteurs sociaux et économiques doivent s'atteler afin de préserver la stabilité macro-économique et de renforcer davantage les conditions optimales propices aux investissements locaux et étrangers.



**INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE (IHSI)**  
1, Angle Rue Joseph Janvier & Boulevard  
Harry Truman  
Tél: (509) 2813-1387, (509) 2943-2665  
Emails: [ihsi@ihsi.ht](mailto:ihsi@ihsi.ht) & [dseihsi2000@yahoo.fr](mailto:dseihsi2000@yahoo.fr)  
Site: [www.ihsi.ht](http://www.ihsi.ht)

# LES COMPTES ECONOMIQUES EN 2014



Direction des Statistiques Economiques, DSE

**Accroissement du PIB en 2014**

Après l'augmentation de 4.2% enregistrée en 2013, l'économie haïtienne a connu un rythme de croissance moins accéléré au cours de l'exercice fiscal 2013-2014 affichant une hausse, en volume, du PIB estimée à 2.8%, soit une progression moyenne de 3.3% sur les trois dernières années. Quoique insuffisante pour contribuer substantiellement au bien-être collectif, cette progression moyenne des trois dernières années a été quand même supérieure au taux de croissance annuelle (1.6 %) de la population.

Le ralentissement du rythme de croissance peut être imputé à plusieurs goulots d'étranglement auxquels l'économie nationale a dû faire face en 2014. On peut citer, entre autres: i) les difficultés relatives au vote de la loi de finances de 2013-2014 qui ont empêché ou retardé l'exécution à temps de certains projets d'infrastructure, porteurs de croissance et de création d'emplois ; ii) l'incertitude créée par une situation politique, pour le moins nébuleuse, qui a un peu affecté le dynamisme dont les agents économiques avaient fait montre l'année dernière; iii) les conditions climatologiques qui n'ont pas été tout à fait clémentes, car certaines régions du pays ont connu une rude sécheresse mettant à mal la performance de la branche agricole; iv) la réduction de l'aide externe qui a eu des impacts négatifs sur le financement de certaines activités.

Du point de vue sectoriel, hormis l'Agriculture, la croissance de 2.8% du PIB en 2014 est soutenue par les principales branches d'activité qui ont affiché une tendance haussière, toutefois, moins élevée qu'en 2013, pour la plupart.

Vue sous l'angle de la demande globale, la croissance du PIB a été principalement tirée par la demande intérieure sous l'impulsion d'un accroissement des dépenses de consommation finale qui a atteint, en volume, 2.3% de hausse contre 2.7% en 2013. Les autres composantes de la demande globale à savoir l'investissement et la demande externe ont également fait état d'un rebond de dynamisme avec des taux respectifs de 2.1% et de 4.5% contre 6.1% et 5.0% en 2013.

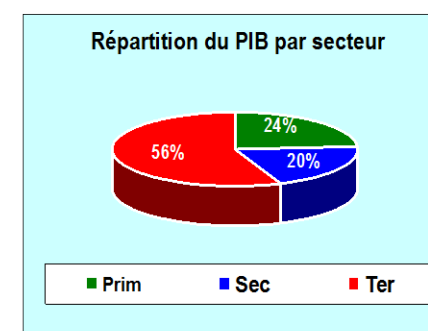
Pour ce qui a trait aux prix à la consommation, l'inflation a pu être contenue à un niveau qui ne dérange pas trop le bon fonctionnement de l'économie. Elle est passée en effet de 4.5% au cours de l'exercice fiscal 2012-2013 à 5.3% en 2014, soit une hausse de 0.8 point de pourcentage. Ce résultat a été obtenu, en dépit de la décote de la gourde, grâce à la relative stabilité macroéconomique sur le plan interne et à la baisse des cours mondiaux sur le marché extérieur.

**Analyse sectorielle du PIB**

**Contraction du secteur primaire**

Contrairement à l'exercice fiscal précédent où il avait boosté l'économie à plus de 4% de croissance, le secteur primaire s'est contracté cette année, notamment à cause du recul de sa principale composante: **Agriculture, Sylviculture, Elevage et Pêche**. En effet,

la valeur ajoutée de cette branche a



subi une régression, en volume, de 1.5% en 2014 contre une hausse de 4.5% en 2013.

Ce repli de la valeur ajoutée agricole est consécutif à la récurrence des aléas climatiques qui n'ont pas été favorables à la production de certaines cultures ainsi qu'à l'émergence d'autres facteurs qui ont retardé l'exécution de certains programmes d'investissements publics entravant



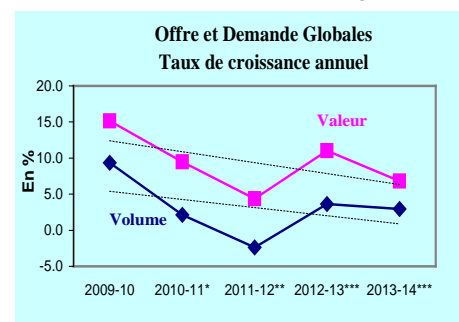
ainsi la mise en œuvre d'un ensemble d'activités visant non seulement à promouvoir la production agricole mais également à atténuer la vulnérabilité du secteur contre ces aléas.

Parmi les principaux facteurs ayant contribué au déclin de la production de cette branche, on peut citer :

i) La rude sécheresse qui a sévi tout au long de la période de printemps-été, particulièrement dans certaines régions à forte potentialité de cultures céréalières et vivrières (les plaines des Cayes, la Grande-Anse, le Nord-Ouest, l'Artibonite) a durement affecté la production de riz, du maïs, des haricots et de la patate douce. Ces denrées ont respectivement chuté à 14.3%, 20%, 10.9%, 15% en 2014 contre de substantielles hausses de 61.9%, 32.6%, 12.9% et 4.2% en 2013 ; pour ne citer que ces produits<sup>1</sup>.

ii) Les pluies qui se sont abattues tardivement au quatrième trimestre de l'exercice fiscal 2014 sur certaines régions des départements de l'Ouest, du Nord-Est, des Nippes et du Centre après que les semis des cultures avaient été affectés par la sécheresse à la fin du printemps et tout au début de la saison d'été, n'ont pas pu produire l'effet escompté sur la production de l'année 2014 en fin de période fiscale.

iii) Le vote tardif de la loi de finance de l'année fiscale 2013-2014 qui a eu un certain impact sur les programmes d'investissements publics du gouvernement provoquant ainsi un retard considérable dans la mise en application des plans d'activité du Ministère de l'Agriculture



1 : Informations provenant du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (M.A.R.N.D.R.).

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR SECTEUR					
En millions de gourdes constantes de 1986-1987					
Branches d'activité	2009-10	2010-11*	2011-12**	2012-13***	2013-14***
Agric., Sylvic., Elev. et Pêche	3298	3262	3220	3360	3311
Industries Extractives	17	20	17	18	19
Industries Manufacturières	912	1074	1150	1175	1201
Electricité et Eau	70	91	69	69	70
Bâtiments et Travaux Publics	1169	1275	1345	1470	1586
Com., Restaurants et Hôtels	3601	3765	3954	4147	4322
Transports et Communications	963	1092	1078	1117	1158
Autres Services Marchands	1536	1577	1638	1692	1779
Services non Marchands	1540	1584	1629	1671	1705
Branche Fictive <sup>1</sup>	-839	-810	-854	-909	-967
<b>Valeur ajoutée brute totale</b>	<b>12267</b>	<b>12930</b>	<b>13246</b>	<b>13810</b>	<b>14184</b>
Impôts moins subventions sur les produits	1003	1073	1161	1209	1248
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>13270</b>	<b>14003</b>	<b>14407</b>	<b>15019</b>	<b>15432</b>
<b>Taux de croissance en %</b>	<b>-5.5</b>	<b>5.5</b>	<b>2.9</b>	<b>4.2</b>	<b>2.8</b>

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

Notes: \* Semi-définitifs - \*\* Provisoires - \*\*\* Estimations

1: Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 93).

susceptibles d'accroître la production agricole au cours de cette année.

En dépit des contraintes auxquelles il a dû faire face, le MARNDR a pu toutefois assurer la poursuite de la réalisation des programmes ayant rapport à des projets qui sont conjointement financés par des fonds provenant du Trésor Public et de l'appui de certaines institutions internationales.

Dans l'ensemble, la poursuite de ces programmes a permis à certaines cultures d'accroître leur productivité. C'est le cas particulièrement du sorgho, de la pomme de terre, de l'igname, de la banane dont la production a crû respectivement de 10%, 5%, 10%, 10% ainsi que les cultures fruitières mais pas à un niveau suffisant pour compenser les pertes et déficiences des autres filières de production.

Parallèlement, la **branche des industries extractives**, l'autre composante du secteur primaire qui est constituée principalement de l'extraction du sable et du gravier, s'est tassée à 5.6% de hausse en 2014 contre 5.9% en 2013. Ce résultat est en relation avec l'évolution croissante de la branche

connexe des Bâtiments et Travaux Publics.

### Croissance modérée des industries manufacturières

Avec une valeur ajoutée qui se chiffre à 1201 millions de gourdes à prix constants, la branche des **industries manufacturières** a dégagé, en fin d'exercice fiscal 2014, une croissance similaire de 2.2% par rapport à l'année antérieure où elle avait atteint 1175 millions de gourdes contre 1150 millions en 2012.

Représentant près de 51% des industries manufacturières, la **fabrication de produits alimentaires, de boissons et de tabac** a dopé la croissance de l'économie avec 8.1% de hausse contre 1.5% d'augmentation en 2013.

Hormis les **fabrications de textiles et d'ouvrages en bois** qui ont chuté respectivement de 3% en 2014, dans l'ensemble toutes les autres branches d'activité ont concouru positivement à la croissance du secteur manufacturier.

Cette dynamique dont a fait montre ce secteur peut être imputée aux effets combinés de l'accroissement de la demande interne en produits locaux, d'une situation macro-économique relativement stable et

d'une bonne tenue des cours mondiaux des matières premières.

### Hausse du secteur de la Construction

Après avoir consolidé sa croissance à hauteur de 9.3% en 2013, la branche des **Bâtiments et Travaux Publics (BTP)** poursuit son ascension en enregistrant une hausse de 7.9% au cours de l'exercice fiscal 2014.

En progression continue depuis l'année 2011 et avec une valeur ajoutée estimée à 1586 millions de gourdes à prix constants au terme de la dernière année fiscale bouclée, elle est apparue comme étant la branche la plus dynamique et affiche de plus en plus sa prédominance au sein du secteur secondaire.

Le dynamisme de croissance de cette branche, en dépit d'une importante baisse des dépenses allouées aux projets d'investissement suite au fléchissement de l'aide externe, notamment les ressources provenant du Fond Petro Caribe, tient en grande partie à la poursuite des grands travaux d'infrastructures routières, d'aéroports, de bâtiments publics, d'hôpitaux, de logements sociaux, de construction et de réhabilitation de centres sportifs et d'espaces publics ainsi que les investissements du secteur privé principalement dans la construction de bâtiments commerciaux, d'hôtels, etc.

Cette évolution positive de la valeur ajoutée du secteur de la construction est compatible à la croissance observée dans d'autres branches d'activité qui lui sont connexes à savoir: les industries extractives (5.6%), les minéraux non métalliques (9.8%).

### Evolution différenciée des services de base

La valeur ajoutée de la **branche Electricité et Eau** est estimée, à prix constants, à 69.2 millions de gourdes en 2014 contre 69.3 millions en 2013 soit une faible baisse de 0.2% donnant ainsi lieu à une évolution presque stagnante, résultant de la performance contro-versée des différentes composantes du secteur.

En effet, la production globale d'énergie électrique, chiffrée à 1097.0 millions de kw/hr en 2013 a diminué de -2.3% en 2014 suite à l'évolution mitigée des deux composantes de ce secteur.

La production thermique est en hausse de 3.8% passant de 933.9 millions de kw/hr à près de 970 millions.

Le dynamisme affiché par ce sous-secteur (thermique) a été impulsé grâce aux effets combinés des travaux d'entretien et de réhabilitation de certaines centrales thermiques en dysfonctionnement aussi bien que du renforcement des programmes d'achat d'énergie du secteur privé.

Par contre, la production des centrales hydrauliques a enregistré globalement un déficit de 51 millions de kw/hr passant de 163.0 millions en 2013 à 112.0 millions en 2014, soit une baisse de près de 38%.

Le déclin de cette composante du secteur de l'énergie est inhérent aux effets de la sécheresse et à l'insuffisance des chutes de pluie dans les régions alimentant les lacs et rivières nécessaires au bon rendement des turbines.

En ce qui concerne la production et la distribution d'eau, les informations en provenance de la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA), font état d'une légère réduction de -0.8% du volume d'eau produit, passant de 55.5 millions de mètres cubes en 2013 à 55.1 millions en 2014.

Cette baisse est surtout consécutive à la déficience observée au niveau de la production des forages car la production des sources a évolué à la hausse.

En effet, la production générée à partir des sites des forages a substantiellement évolué à la baisse. Fixée à environ 13.4 millions de mètres cubes en 2013, la production est tombée à près de 10.3 millions en 2014, soit une réduction

de l'ordre de 23%<sup>2</sup>. Plusieurs facteurs seraient à l'origine de cette baisse dont:

-L'abattement à outrance des arbres dans la périphérie des zones d'implantation de certains sites de forage a eu un impact négatif sur les nappes d'eau alimentant les sites en question.

-La vétusté et la défectuosité de certains matériels de pompage et de groupes électrogènes ont considérablement affecté le rendement de cette composante du secteur de l'eau.

-Les coupures d'électricité dans

Le cadre de rationnement sur les réseaux de l'EDH alimentant les circuits de pompage des sites des forages de la DINEPA ont constitué un obstacle supplémentaire au rendement de cette catégorie de production.

Contrairement à ce qui s'est passé au niveau de la composante hydraulique du secteur, la production issue des sources a atteint 44.8 millions de mètres cubes en 2014 contre 42.1 millions en 2013 soit une hausse de 6.3%. Cet accroissement du niveau de débit des sources résulte de l'augmentation des chutes de pluie dans les régions alimentant les points de captage des sources.

### Croissance des services marchands.

Réunissant les branches **Commerce, Restaurant et Hôtel, Transports et communications** et **Autres Services Marchands**, ces activités ont connu globalement, une hausse à prix constants de 4.4% en 2014 contre 4.3% en 2013. L'impulsion a été fournie par toutes les composantes du secteur.

Représentant près de 60% des services marchands avec ses 4322 millions de gourdes en valeurs constantes, la **branche Commerce, Restaurants et Hôtels**, constitue de loin la force propulsive de la

2 : Informations provenant du Service de la Production de la DINEPA.